

**Mona Chollet**, que vous connaissez sans doute pour ses écrits féministes, est une journaliste et essayiste genevoise basée à Paris, et engagée de longue date pour les droits des Palestiniens - elle-même ayant d'ailleurs des origines palestiniennes.

Je vais vous lire des extraits du texte intitulé **“Le monde d’après, la dystopie post-7 octobre”** qu’elle a publié le 19 décembre dernier sur son blog, **La Méridienne**

Katya Berger, 20.04.2024, Soirée de l’Appel

« Tous les jours, des patients s’effondrent dans mon cabinet à cause de Gaza », disait un jeune psychiatre rencontré l’autre soir chez des amis.

Comment ne pas les comprendre ?

Il y a cette violence meurtrière qui semble ne jamais devoir s’arrêter, et il y a la violence symbolique qui la redouble. Jour après jour, depuis plus de deux mois, nous assistons à la boucherie d’un peuple, à la destruction de la société palestinienne, tant à Gaza qu’en Cisjordanie, avec la complicité de la France et le soutien fanatique, obscène, sans cesse réitéré, de la puissance américaine. Jour après jour, il faut supporter les images des corps vivants ou morts ensevelis sous les décombres, des parents cassés en deux de douleur, incapables de se résoudre à refermer le linceul de leur enfant, des blessés gisant à même le sol d’un hôpital, des mutilations atroces, des quartiers entiers réduits en cendres, le calvaire d’une population affamée et assoiffée, privée de toit, de soins et de tous les biens de première nécessité. Mais il faut supporter en plus, dans la majeure partie des médias français, la minimisation ou la justification permanente de cet immense crime.

Il y a tous ces gens pour qui le 7 octobre reste le scandale unique, pour qui le temps semble s’être arrêté ce jour-là, et qui ignorent purement et simplement, ou balaisent d’un revers de main, un massacre déjà au moins *vingt fois* plus important. Il faut entendre répéter sur toutes les antennes les arguments les plus malhonnêtes, les plus invraisemblables, les plus racistes, visant à nier, à relativiser ou à excuser le carnage, ou à en imputer la responsabilité à tout le monde, sauf à l’État qui assiège et bombarde.

Il faut supporter d’entendre un élu français affirmer sur un plateau de télévision qu’un bébé mort serait en réalité une poupée en plastique. Il faut supporter d’entendre un réalisateur franco-israélien rire des souffrances des Palestiniens, en qualifiant ceux-ci de « bons communicants ». De voir des Israéliens faire des « Arab faces » – c’est-à-dire se « déguiser » en stéréotypes racistes d’Arabes – sur TikTok pour mimer la douleur des Gazaouis sous les bombes. De découvrir ce que l’analyste Muhammad Shehada appelle la « pop culture génocidaire » – comme, en 2014, déjà, des habitants de Sderot étaient allés installer des chaises sur une colline pour « admirer » les bombardements sur Gaza en mangeant du pop corn.

Il faut supporter la prosternation devant la force, la révérence sacrée que suscitent toutes les actions israéliennes. On parle de l’« aide humanitaire » à envoyer à Gaza, comme si l’enclave subissait une catastrophe naturelle, et non un siège impitoyable doublé d’un pilonnage intensif.

Implicitement ou explicitement, on accorde à Israël un droit à la vengeance aveugle et illimitée, qu’aucune conscience un peu digne ne saurait légitimer – ou alors, il faudrait accorder le même au Hamas. Et, même dans cette logique, on se trompe : le gouvernement israélien ne se venge pas ; son traitement des otages, ainsi que la polémique dans le pays au sujet des « tirs amis », a montré le mépris qu’il porte à sa propre population civile. Il ne fait pas non plus la « chasse au Hamas ». Il s’est engouffré cyniquement dans la brèche créée par l’attaque du 7 octobre et saisit cette occasion unique d’en finir avec les Palestiniens, en en massacrant le plus grand nombre possible – d’anciens officiers du renseignement parlent d’une « usine d’assassinats de masse » –, en détruisant Gaza en tant que terre palestinienne et en accélérant encore la colonisation et la dépossession en Cisjordanie. D’ores et déjà, un promoteur immobilier israélien annonce des projets de maisons en bord de mer sur le charnier de Gaza.

Toute la circulation de la compassion est détraquée dans cette guerre. Le dispositif idéologique qui s'est mis en place exige constamment des soutiens des Palestiniens qu'ils fournissent des preuves de leur empathie pour les civils israéliens tués, tout en semblant s'acharner, simultanément, à essayer de décourager cette compassion. En la refusant obstinément aux Palestiniens, d'abord, et ce, depuis des décennies. Et puis, en instrumentalisant le massacre des civils israéliens – à travers la mise en circulation de faits bien réels, évidemment, mais aussi d'inventions, dont certaines reprises jusqu'à la Maison Blanche – pour justifier l'apocalypse déclenchée à Gaza ou pour en détourner l'attention. Les Palestiniens de la diaspora assistent en direct à la liquidation de leur peuple, mais ils sont sans cesse sommés de « condamner le Hamas », de « montrer patte blanche », comme le dit Elias Sanbar.

L'un des effets du 7 octobre aura été de criminaliser définitivement l'identité palestinienne. Le simple fait que les Palestiniens existent, qu'ils revendiquent leur histoire et leur identité, est perçu comme une provocation, une agression. Sur Instagram, la diffusion d'images montrant la situation à Gaza est dénoncée à la modération comme « discours de haine ». La Palestine est la seule situation d'oppression du monde dans laquelle ce n'est pas l'oppression qui est considérée comme un scandale, mais sa dénonciation.

Parallèlement, en Europe et aux États-Unis, un ordre politique dystopique se met en place, ou se renforce. Au début des années 2000, au cours de la deuxième intifada, on commençait à voir se multiplier les accusations d'antisémitisme contre ceux qui défendaient les Palestiniens ; simultanément, l'antisémitisme de l'extrême droite blanche et chrétienne restait une menace prise au sérieux. Mais, dans le monde de l'après-7 octobre, la notion d'antisémitisme est en train d'être entièrement recodée. Non seulement l'antisionisme est systématiquement assimilé à de l'antisémitisme, mais *seul* l'antisionisme est encore considéré comme de l'antisémitisme. Désormais – conformément à ce préjugé raciste attribuant un antisémitisme congénital aux Arabes qui, matraqué depuis vingt ans, s'est imposé dans l'opinion comme une évidence –, il ne peut y avoir de réel antisémitisme sans un élément « arabe ». N'importe quelle référence à la Palestine est considérée comme antisémite : en Allemagne, on prétend que « Free Palestine » serait « le nouveau "Heil Hitler" ».

En revanche, l'antisémitisme de l'extrême droite blanche occidentale, lui, est maintenant démonétisé, perçu comme inoffensif.

Le soutien à un gouvernement aussi crûment colonialiste et raciste que le gouvernement israélien accélère jusqu'au vertige l'extrême-droitisation déjà à l'œuvre dans beaucoup de pays occidentaux. On communie dans la haine, dans la désignation des Arabes comme les nouveaux ennemis intérieurs prioritaires.

Pilier moral et politique de nos sociétés, l'héritage de la seconde guerre mondiale est bradé, mis à l'encan pour être transformé en une propagande grossière, voire grotesque, permettant de cibler les Palestiniens là-bas, les Arabes et les musulmans ici, en les nazifiant, en faisant d'eux le nouveau mal absolu, contre lequel on peut donc se déchaîner sans scrupules – contre lequel on a même *le devoir* de se déchaîner. Ainsi, non seulement on reproduit la déshumanisation, la désignation d'une population comme bouc émissaire (un processus dont les Allemands, en particulier, aux avant-postes de cette opération en Europe, devraient pourtant se rappeler la dangerosité), mais, en tronquant leur histoire, on prive aussi les sociétés occidentales de leurs dernières défenses immunitaires contre la menace de l'extrême droite.

Tant qu'à faire, autant ne pas perdre de vue ce que nous voulons, même si – ou d'autant plus que – la situation semble désespérée. Avant tout, et de manière immédiate, on veut le cessez-le-feu à Gaza, la fin du calvaire pour ses habitants, la garantie de leur droit à vivre sur leur terre, le retour des otages. On veut aussi la fin de la colonisation et de l'occupation, causes premières de toutes les haines, de toutes les violences ; la liberté et l'égalité pour tous les peuples du Jourdain à la Méditerranée, la sécurité et la tranquillité pour les juifs et les musulmans de France et d'ailleurs, la disparition du terrorisme. Un jour, peut-être, de l'autre côté de ce cauchemar. »

<https://www.la-meridienne.info/Le-monde-d-apres>